Le Focode enquête sur de personnes disparues au Burundi

Deutsche Welle, 31.08.2016 Burundi : "la plupart des disparus sont Tutsi" Le Focode publie sur Twitter des noms et photos de personnes disparues au Burundi. Et l'organisation prévoit de procéder à d'autres publications dans les prochains jours. Son président s'est confié à la Deutsche Welle. DW : Monsieur Pacifique Nininahazwe, en tant qu'acteur de la société civile, vous menez beaucoup de recherches en ce moment sur les cas de disparition forcée dans votre pays. Quelle est selon vous l'ampleur des disparitions forcées au Burundi?

PN : Le FOCODE a engagé une campagne "Ndondeza" qui signifie "aide-moi à trouver le mien" depuis avril 2016 donc cela fait exactement quatre mois que nous enquêtons et nous avons reçu des informations sur 98 cas de disparition forcée depuis le début des manifestations contre le troisième mandat de Nkurunziza en avril 2015. Et nous avons constaté qu'il existe notamment des cachots secrets. Et chaque disparition forcée commence d'abord par une détention dans un cachot secret. Des cachots secrets installés au siège du service national de renseignements, dans certaines résidences de hautes personnalités de l'Etat, dans les résidences de cadres du service national de renseignements, à la permanence du parti CNDD-FDD (au pouvoir, ndlr) mais aussi dans certaines maisons privées dans les quartiers de Bujumbura et dans différentes localités du pays. Le deuxième constat que nous avons fait, c'est aussi la situation de détresse dans laquelle se trouvent les familles des victimes de disparition forcée. Détresse des familles de disparus. Ainsi par exemple, les épouses et les enfants continuent de vivre dans la peur d'être tués à leur tour après les disparitions forcées des pères de famille. Les différentes organisations internationales devraient s'engager dans la protection des familles des victimes de disparition forcée. DW : Toutes ces informations, vous les obtenez de quelles façons, Monsieur Nininahazwe ? D'abord nous sommes informés par les familles des victimes qui nous relatent comment les leurs ont été généralement arrêtés par des gens du service national des renseignements, de la police et l'armée ou même des Imbonerakure, la milice du parti au pouvoir CNDD-FDD. Alors dans la plupart des cas, les victimes ont été appelés au téléphone par des amis, par des personnes qu'ils connaissaient, et lorsqu'ils ont répondu à cet appel ils se sont retrouvés en face d'une camionnette aux vitres teintées, qui les ont emmenés et qui dans la plupart des cas, étaient des véhicules du service national des renseignements. D'autres informations, nous les obtenons par des amis de ces mêmes disparus ou enfin par des agents des services nationaux de renseignements. Il faut le dire, le Burundi, c'est un pays spécial où en même temps les services secrets parlent. Les services secrets du Burundi ne sont pas muets comme les autres. Les agents des services de renseignements nous informent, informent pas mal de journalistes ou d'acteurs de la société civile. DW : Est-ce que toutes les victimes de ces disparitions forcées se ressemblent du point de vue de leur profil? PN : Bon, la majorité des cas de disparition forcée concerne les jeunes qui ont manifesté contre le troisième mandat de Nkurunziza ou qui ont continué la résistance contre le troisième mandat de Nkurunziza. La deuxième catégorie ce sont des militaires et des policiers qui ont appartenu majoritairement à l'ancienne armée. La troisième catégorie, c'est plutôt soit des militaires ou des policiers qui sont taxés d'opposants au troisième mandat de Nkurunziza, mais qui ont appartenu à des mouvements rebelles comme le FNL d'Agathon Rwasa (Hutu, actuel premier Vice-président de l'Assemblée nationale du Burundi, ndlr), c'est aussi des leaders des partis de l'opposition. La presse dans le viseur Nous avons le cas d'un journaliste d'Iwacu (groupe de médias privés burundais, ndlr) Jean Bigirimana, nous avons le cas d'une femme, trésorière de la Ligue Iteka (association de défense des droits de l'homme, ndlr) qui a disparu en décembre 2015. Donc la majorité c'est d'abord les trois catégories, ensuite viennent des cas isolés mais qui sont tous considérés comme des opposants au troisième mandat de Nkurunziza. DW : Aucune connotation ethnique? PN : Majoritairement, ce sont des Tutsi et l'APRODH (Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues, ndlr) a d'ailleurs fait une enquête qui montre que les services chargés de la répression, de l'arrestation des gens, de la torture et de la disparition forcée au sein des services nationaux de renseignements, sont plutôt complètement Hutu. C'est un département de renseignements intérieurs qui serait un département complètement Hutu qui se charge de l'arrestation, qui se charge de la torture et de la disparition des personnes. Nécessité de rendre justice DW : Est-ce que ces informations que vous collectez, vous les diffusez simplement et vous-vous arrêtez, ou bien il y aura une action? Les autorités burundaises ont chaque fois indiqué qu'il y avait des recherches en cours. Est-ce que vous confirmez qu'il y a des actions suite à ces cas de disparition? PN : Le Focode enquête, il publie et partage toutes les informations avec les autorités burundaises y compris le ministre Bunyoni de la sécurité, la ministre de la justice, le procureur général de la République, le ministre de l'intérieur. Donc nous les communiquons aux autorités burundaises, des organisations internationales et à des mécanismes qui nous l'espérons, finiront par agir. Mais nous avons fait ce constat malheureux, que les autorités burundaises ne font rien quand nous les informons sur des cas de disparition forcée. Et d'ailleurs quand vous comprenez que les cachots se trouvent dans les palais du président Nkurunziza, quand des cachots se retrouvent dans la cave, à la résidence du ministre Bunyoni, quand des cachots se trouvent à la permanence du parti CNDD-FDD, comment voulez-vous qu'il y ait une action des autorités burundaises? Parce que ces actions commenceraient par Nkurunziza, commenceraient par Bunyoni et c'est impossible alors, qu'il y ait une moindre action de la part des autorités burundaises, contre les disparitions forcées. La communauté internationale interpellée DW : Mutisme donc, selon vous, des autorités burundaises. Qu'en est-il des organisations internationales - il y a le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, il y a les organisations de défense des droits de l'homme - qui dans des cas pareils, font pression pour que la vérité soit établie. Qu'en est-il exactement? PN : Nous espérons plutôt qu'il y ait des actions de la part de certains mécanismes qui devraient agir contre les autorités du Burundi. Et là quand je parle de mécanismes, c'est notamment le groupe de travail sur les exécutions forcées au sein du Conseil des droits de l'homme, c'est le comité contre la torture, ça doit être à un niveau encore plus important, la Cour pénale internationale. Il faut rappeler que les disparitions forcées sont considérées comme des crimes contre l'humanité ! Mais enfin, c'est plutôt l'action que nous attendons du Conseil de sécurité des Nations unies qui devrait engager la responsabilité de protéger, à mettre en place une mission ou une force de protection des Burundais en ce moment. Mais jusqu'ici nous trouvons qu'il y

a encore des lenteurs, des tergiversations, alors que le Burundi se trouve à la veille d'une crise majeure, d'une crise grave. Interview réalisée par Fréjus Quenum